

SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LES COMPTES DE LA NATION EN 2008

N°2011-02 OCTOBRE 2011

RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Une accélération de l'activité économique et une forte hausse des prix

L'activité économique du Burkina en 2008 s'est déroulée dans un environnement international difficile marqué par des turbulences financières et par une forte hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers. En effet, l'environnement au niveau des grandes puissances économiques a été marqué par la crise immobilière (crise des "subprimes"), ainsi que par une hausse des cours mondiaux du baril du pétrole.

S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation s'est fortement accélérée en 2008 dans la zone UEMOA. En

effet, elle est ressortie en moyenne à 7,4% en 2008 contre 2,4% en 2007. Cette flambée des prix est due au renchérissement des produits pétroliers, des produits alimentaires importés et des céréales.

Toutefois, au plan interne, en raison de la bonne campagne agricole 2008/2009 due à une bonne pluviométrie, l'économie nationale enregistre en 2008 une forte croissance du PIB de 5,8%, essentiellement expliquée par les performances du secteur primaire.

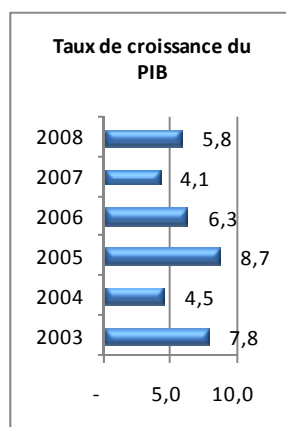
Du côté de l'offre, la bonne performance du secteur primaire (+20,5%) est portée principalement par l'agriculture vivrière et de rente. Le secteur tertiaire

alimentaires et du secteur des bâtiments et travaux publics.

Du côté de la demande, la consommation finale représentant 91,2% du PIB est le principal moteur de la croissance avec une contribution de 6,5 points. Quant à l'investissement, sa contribution à la croissance s'établit à 3,0 points, en raison des investissements publics importants réalisés par l'Etat (+14,0%).

L'inflation en 2008 s'est établie à 10,7% contre -0,3% en 2007. L'année 2008 enregistre ainsi une forte hausse du niveau général des prix contrairement à 2007, en raison principalement de la flambée des prix des produits de grande consommation, notamment alimentaires.

Par ailleurs, le pouvoir d'achat des ménages augmente fortement en 2008 et s'établit à 10,1% contre 1,8% en 2007. Quant au taux d'épargne, il s'accroît



enregistre une faible croissance (+3,0%), en raison du recul des autres services marchands (hôtellerie et restauration notamment) et d'un ralentissement général des activités tertiaires. Quant au secteur secondaire, la baisse de la croissance (-7,1%) est liée aux difficultés rencontrées au niveau des industries

de 3,4 points par rapport à l'année précédente et ressort à 13,9%.

Le taux de marge des sociétés non financières se réduit en perdant 4,3 points en 2008 comparativement à l'année précédente, en raison de l'augmentation des charges des entreprises dans le contexte de crise économique et financière.

La situation des administrations publiques se dégrade en raison d'une augmenta-

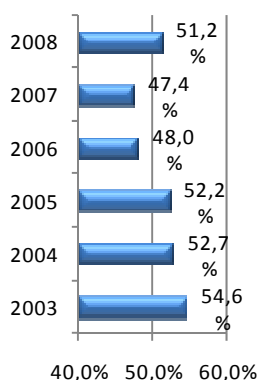
SOMMAIRE :

- *L'activité économique du Burkina en 2008 s'est déroulée dans un environnement international difficile marqué par des turbulences financières et par une forte hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers.*
- *En raison de la bonne campagne agricole 2008/2009 due à une bonne pluviométrie, l'économie nationale enregistre en 2008 une forte croissance du PIB de 5,8%.*
- *L'inflation en 2008 s'est établie à 10,7% contre -0,3% en 2007.*

DANS CE NUMÉRO :

L'OFFRE	2-3
LA DEMANDE	4-5
LES PRIX	6
LE POUVOIR D'ACHAT	7
LES APU	8

Poids de l'informel dans le PIB réel



« La reprise du secteur primaire redonne du poids au secteur informel qui vaut désormais 51,2% du PIB réel »

tion des dépenses publiques pour faire face aux effets de la vie chère survenue en 2008 et des mesures de suspension de perception de certaines taxes sur les produits de grande consommation. Globalement, le déficit

public rapporté au PIB s'établit à 5% contre 4,4% en 2007.

Vis-à-vis de l'extérieur, la balance commerciale reste déficitaire en 2008, en détérioration par rapport au

niveau atteint l'année précédente. Cette dégradation est due à une augmentation plus importante du rythme des importations par rapport aux exportations.

ÉVOLUTION GLOBALE DE L'OFFRE

Une accélération de la croissance économique Burkinabé

L'économie Burkinabé croît de 5,8% en 2008 contre 4,1% l'année précédente.

Cette performance s'explique par une forte accéléra-

tion de la croissance du secteur primaire en relation avec la bonne campagne agricole. En outre, la croissance du secteur tertiaire décélère tandis que celle du secteur secondaire recule.

En termes de structure du produit intérieur brut, le

secteur tertiaire occupe toujours une place prépondérante. Il représente 44,6% de la valeur ajoutée totale contre 29,9% pour le secteur primaire.

	Evolution en volume au prix constant de 1999			2008		
	2006	2007	2008	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant -99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
Secteur primaire	3,4	-3,7	20,5	1 385,0	901,9	5,4
<i>Agriculture</i>	4,7	-13,3	36,8	823,8	510,3	4,8
Agriculture vivrière	3,7	-5,5	32,2	648,1	390,7	3,3
Agriculture de rente	7,5	-34,0	54,5	175,7	119,6	1,5
<i>Elevage</i>	0,4	7,1	1,8	425,6	291,3	0,2
Sylviculture, Pêche et Chasse	7,6	11,8	12,6	135,6	100,2	0,4
Secteur secondaire	6,2	8,2	-7,1	535,4	534,4	-1,4
Extraction	-16,0	30,2	31,8	29,5	18,4	0,2
Industrie manufacturière	2,5	8,7	-15,4	286,4	292,7	-1,9
Industries textiles	0,5	-33,8	39,4	17,7	16,6	0,2
Autres industries manufacturières	2,7	11,3	-17,3	268,6	276,1	-2,0
Energie (Electricité, Gaz, eau)	3,7	1,3	38,9	40,5	57,2	0,6
BTP	17,2	7,3	-4,5	179,0	166,2	-0,3
Secteur tertiaire	12,3	6,5	3,0	1 521,0	1 344,3	1,4
Services marchands	12,6	9,0	5,1	826,6	757,5	1,3
Transports	27,2	49,3	21,5	76,2	45,6	0,3
Postes et télécommunications	8,9	21,4	3,0	113,2	127,7	0,1
Commerce	6,5	10,5	10,2	421,0	349,6	1,1
Banques et assurances	6,7	3,4	6,5	63,0	67,2	0,1
Autres services marchands	26,6	-3,8	-6,5	153,2	167,4	-0,4
Services non marchands	11,9	4,0	1,2	747,6	635,5	0,3
Administrations publiques et ISBL	13,5	4,2	0,8	673,7	566,2	0,2
Autres services non marchands	0,4	2,9	4,3	73,9	69,3	0,1
SIFIM	12,2	10,0	12,2	-53,2	-48,7	-0,2
Impôts et taxes	-13,2	9,1	6,2	298,0	231,2	0,5
PIB	6,3	4,1	5,8	3 739,5	3 011,7	5,8

Source : INSD, Comptes nationaux, base 1999

EVOLUTION SECTORIELLE DE L'OFFRE

Une bonne campagne agricole qui relance le secteur primaire

En 2008, le secteur primaire progresse remarquablement de 20,5% contre un recul de 3,7% l'année dernière en raison de la hausse des productions céréalières et co-

tonnières. La bonne pluviométrie, les mesures d'accompagnement prises par le gouvernement ainsi que l'augmentation du prix d'achat au kilogramme ont redynamisé le secteur agricole. Ainsi, après de fortes baisses l'année précédente, l'agriculture vivrière croît de

32,2% en 2008 et l'agriculture de rente croît de 54,5%.

Au total, c'est le secteur agricole qui soutient les performances économiques de 2008. En effet, elle contribue à la croissance économique à hauteur de 5,4 points.

Le recul de la croissance du secteur secondaire

Après sept années successives de croissance, le secteur secondaire baisse de 7,1% en 2008 contre une forte progression de 8,2% l'année dernière. Cependant ce recul n'est pas homogène dans toutes les branches du secteur secondaire.

En effet, certaines branches enregistrent de fortes croissances : l'extraction croît de 31,8% et le textile de 39,4% liées principalement à l'intensification de la production du secteur aurifère et à la reprise de la production co-

tonnière.

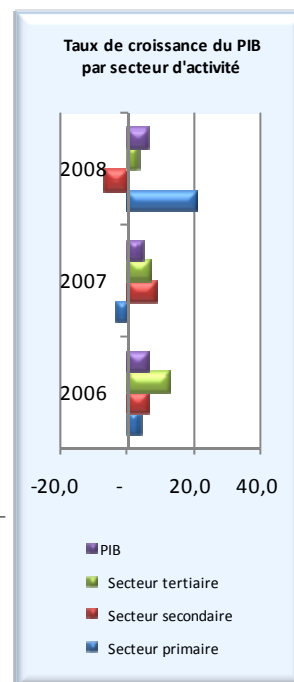
Par contre, d'autres branches subissent les effets de la mauvaise conjoncture économique internationale et nationale marquée notamment par une forte inflation, toute chose contribuant à renchérir les coûts des intrants et influencer les ventes.

Ainsi, les autres industries manufacturières, comprenant notamment les industries alimentaires, la fabrication d'articles chimiques, en caoutchouc, de matériaux de construction, qui représentent plus de la moitié du secteur connaissent en 2008

un recul de la croissance de 17,3 %.

Aussi, les bâtiments et travaux publics (BTP) qui représentent 33,4% du secteur secondaire, reculent de 4,5% en 2008 contre une hausse de 7,3% l'année dernière. Cette baisse s'explique par la baisse de l'investissement privé et le recul de la construction résidentielle lié au contexte de la crise internationale.

Au total, le secteur secondaire contribue à influencer négativement la croissance de 1,4 points.



« LE SECTEUR PRIMAIRE PROGRESSE REMARQUABLEMENT DE 20,5% CONTRE UN RECU DE 3,7% L'ANNÉE PRÉCÉDENTE EN RAISON DE LA HAUSSE DES PRODUCTIONS CÉRÉALIÈRES ET COTONNIÈRES »

La poursuite de la décélération de la croissance du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire croît de 3,0% en 2008, en décélération par rapport à l'année précédente où sa croissance était de 6,5%.

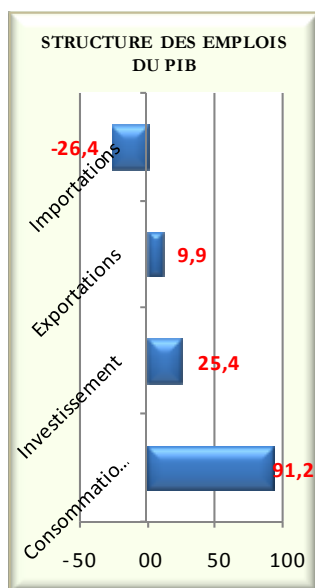
Au niveau du secteur tertiaire marchand, la croissance est de 5,1% en 2008 contre 9,0% l'année précédente. Cette situation s'explique

par la baisse de la croissance dans le secteur de l'hôtellerie et restauration, des activités immobilières, des activités de réparation,

Au niveau du secteur tertiaire non marchand, la croissance est de 1,2% en 2008 contre 4,0% en 2007. C'est la situation de l'administration publique qui explique principalement cette décélération. En effet, la valeur

ajoutée de l'administration publique progresse faiblement de 0,8% en 2008, en raison des mesures prises par le gouvernement pour maîtriser ses dépenses de fonctionnement.

Au total, le secteur tertiaire contribue seulement à hauteur de 1,4 point à la croissance économique nationale.



ÉVOLUTION DE LA DEMANDE

En 2008, la consommation finale s'impose comme en 2007 dans la structure de la demande et représente 91,2% du PIB. La croissance au niveau de la demande intérieure est tirée par la

consommation dont la contribution s'élève à 6,5 points. Les investissements en 2008 poursuivent leur expansion entamée depuis 2007 avec une contribution de 3,0 points à la croissance

du PIB contre 1,8 point en 2007. Cette situation s'explique par la réalisation d'importants investissements par l'administration publique. Quant au solde des échanges avec l'étranger, la

contribution à la croissance du PIB demeure négative et s'aggrave en 2008 (-3,7 points). Cela s'explique par la forte augmentation de la contribution des importations (+4,2 points en 2008 contre +0,8 point en 2007).

Une forte progression en volume de la demande intérieure

L'année 2008 consacre une forte augmentation en volume de la demande intérieure de l'ordre de 8,3% contre une évolution de 3,9% en 2007. La consommation

finale reste le moteur de cette importante hausse avec une part de 80,7% en valeur courante dans la demande intérieure. Les investissements sont en hausse de l'ordre de 12,9% en volume mais ne représente que 19,3% de la demande intérieure.

« EN 2008, LA CONSOMMATION FINALE S'IMPOSE COMME EN 2007 DANS LA STRUCTURE DE LA DEMANDE ET REPRÉSENTE 91,2% DU PIB. »

LA CONSOMMATION FINALE

La consommation finale continue d'être le principal moteur de la croissance économique

La contribution à la croissance du PIB de la consommation finale connaît une augmentation notable passant de

2,7 points en 2007 à 6,5 points en 2008. Cette hausse est surtout le résultat d'une forte croissance de la consommation finale privée qui contribue à hauteur de 6,0 points contre 1,2 point un an plutôt. En effet, la

consommation finale privée est favorisée par la bonne campagne agricole 2008/2009 qui induit une augmentation des revenus des ménages.

Libellés	Evolution en volume au prix constant de 1999			2008		
	2006	2007	2008	Prix courant en milliards de FCFA	Prix constant -99 en milliards de FCFA	Contribution à la croissance
(1) Consommation finale	5,0	2,9	7,2	3 409,3	2 760,8	6,5
Dont : Ménage	2,6	1,8	8,9	2 608,6	2 085,5	6,0
Administrations publiques	13,2	6,2	2,0	800,7	675,3	0,5
(2) Investissement : (21) +(22)	0,0	7,9	12,9	948,0	742,3	3,0
(21) Formation brute de capitale fixe	2,1	9,0	8,6	772,0	707,2	2,0
Dont : Privée	-7,2	-2,7	-18,9	250,2	232,7	-1,9
publique	13,2	20,3	30,3	521,7	474,5	3,9
(22) Variations des stocks	-50,6	-47,0	450,9	176,0	35,0	1,0
(3) Exportation nette (31) - (32)	-9,6	2,1	26,9	-617,8	-491,3	-3,7
(31) Exportations	25,0	5,3	5,8	369,6	277,5	0,5
(32) Importations	1,5	3,4	18,4	987,3	768,8	4,2
PIB = (1) +(2) +(3)	6,3	4,1	5,8	3 739,5	3 011,7	5,8

Source : INSD, Comptes nationaux, base 1999

Une abondance de produits alimentaires qui impulse la consommation finale des ménages

En 2008, la consommation finale connaît une reprise remarquable avec une croissance en volume de 7,2% soit pratiquement trois fois l'évolution en volume enregistrée l'année précédente.

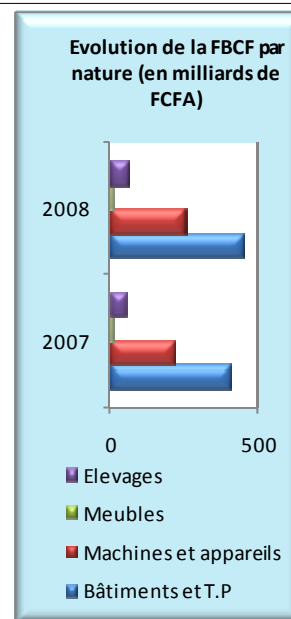
La composante privée de la consommation finale améliore son poids dans la dépense de consommation finale passant de 74,1% en 2007 à 76,5% en 2008. Elle

connaît par ailleurs une croissance en volume de 8,9% en 2008 contre 1,8% en 2007.

La répartition des dépenses de consommation finale des ménages par ordre d'importance subit une légère modification par rapport à 2007 du fait de la bonne campagne agricole 2008/2009. Cela s'est fait en faveur des dépenses alimentaires (52,3% en 2007 contre 56,0% en 2008) et principalement au détriment de l'acquisition des biens durables (10,7% en

2007 contre 9,8% en 2008). Quant aux autres composantes, leur part n'a pas véritablement changé. La part des dépenses de communication connaît un recul en s'établissant à 3,3% en 2008 contre 3,7% en 2007.

Quant à la consommation finale des administrations publiques, elle enregistre une relative accalmie. Elle progresse en effet de 2,0% en 2008 comparativement à la forte hausse de 6,2% en 2007.



L'INVESTISSEMENT

Poursuite substantielle du niveau des investissements en 2008 accompagnée d'un stockage massif

La période 2006-2008 dépeint un essoufflement de la FBCF privée (-7,2% en 2006, -2,7% en 2007 et -18,9% en 2008). La FBCF publique supplée ce revers. En effet, elle poursuit sa hausse entamée depuis 2005 et connaît une augmentation en volume de 30,3% en 2008. Sa contribution à la croissance du PIB ressort à 3,9 points et concourt à

porter à la hausse la contribution des investissements à 2,0 points en 2008 contre 1,8 point en 2007. Le taux d'accroissement de l'investissement progresse fortement en 2008 en se situant à 12,9% contre 7,9% en 2007. Cette situation s'explique par la poursuite des grands travaux de construction des infrastructures publiques.

La structure des composantes de la formation brute de capital fixe en 2008 par ordre d'importance reste inchangée par rapport à 2007. En effet,

la FBCF est dominée principalement par le BTP dont le poids s'élève à 58,0%, les machines et appareils (32,5%) et les produits de l'élevage (8,4%).

La bonne campagne agricole enregistrée en 2008 permet une reprise du stockage en masse après la baisse constatée depuis 2006. Les variations de stocks en valeur passent en effet de 26,7 milliards en 2007 à 176,0 milliards en 2008, soit une hausse de 559,2%.

« LE SOLDE DES ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR EN 2008 DEMEURE DÉFICITAIRE ET SE DÉGRADE D'AVANTAGE PAR RAPPORT À 2007 (-151,8 MILLIARDS EN 2008 CONTRE -39,8 MILLIARDS EN 2007). »

LES ÉCHANGES AVEC L'EXTÉRIEUR

Une nette aggravation du déficit du solde des échanges avec l'extérieur

Le solde des échanges avec l'extérieur en 2008 demeure déficitaire et se dégrade davantage par rapport à 2007 (-151,8 milliards en 2008 contre -39,8 milliards en 2007). Cela s'explique par une augmentation plus importante des importations en valeur par rapport aux exportations. Le déficit commercial connaît un accroisse-

ment en valeur de 26,9% soit 16,5% du PIB. Sa contribution à la croissance diminue en 2008 et se situe à -3,7 points contre -0,3 point en 2007.

Faible hausse des exportations en 2008

Les exportations en 2008 augmentent légèrement en valeur (+7,9%) après la baisse constatée en 2007 (-1,3%). Cette hausse est tirée par les exportations du coton

et particulièrement de l'or qui tend à devenir le premier produit d'exportation.

Une croissance notable des importations

Les importations connaissent une croissance remarquable en 2008 de 22,3%. Les principaux produits importés demeurent les biens d'équipements (33,9%), les produits pétroliers (22,0%) et les produits alimentaires (12,0%).

LA FORMATION DES PRIX

Une forte hausse de l'inflation en 2008

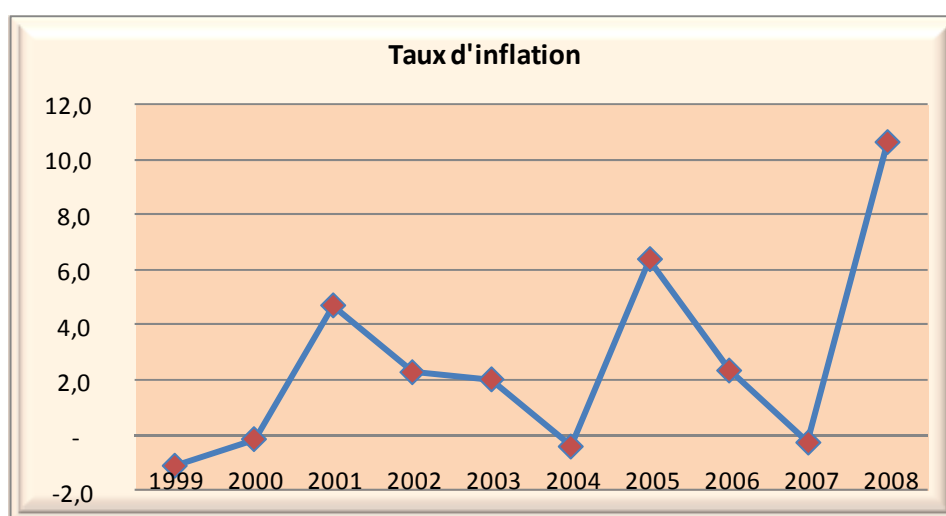
En raison de la flambée des prix des produits de grande consommation, l'inflation en 2008 a atteint un niveau record, en se situant à 10,7% contre -0,3% en 2007. Cette évolution est essentiellement due aux composantes importantes de l'indice général des prix à la

consommation qui augmentent fortement au cours de l'année 2008 par rapport à 2007, malgré les mesures prises par le Gouvernement pour contenir la flambée des prix.

Les fonctions de consommation, qui ont le plus influencé la hausse de l'indice général des prix à la consumma-

tion (en moyenne annuelle par rapport à 2007), sont : « produits alimentaires (+23,3%) », « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+12,1%) », et « transports (+5,6%) ». Ces trois fonctions citées représentent près de 60% du panier de l'indice général.

« EN RAISON DE LA FLAMBÉE DES PRIX DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION, L'INFLATION EN 2008 A ATTEINT UN NIVEAU RECORD, EN SE SITUANT À 10,7% CONTRE -0,3% EN 2007. »



Une faible hausse des prix à l'exportation et une légère baisse des termes de l'échange

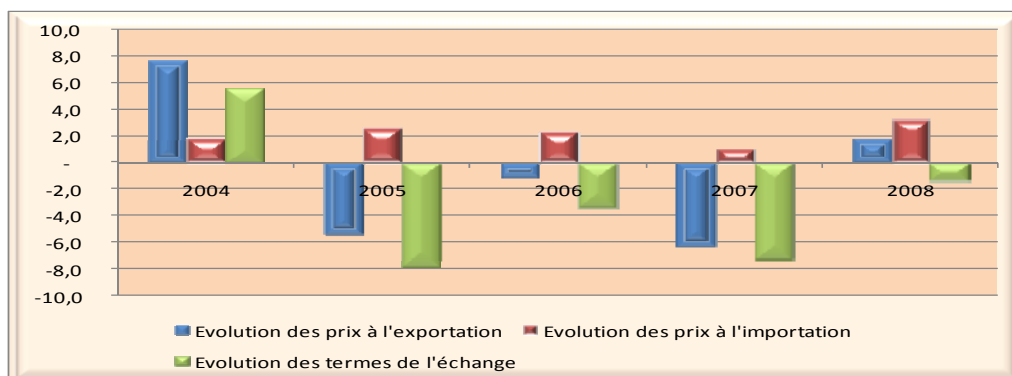
Dans un contexte international difficile marqué par une hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers et une hausse des prix à l'importation, les termes de l'échange sont en recul de 1,4

point en 2008 et 7,3 points en 2007. En outre, les termes de l'échange sont en dégradation continue depuis 2004.

En effet, les prix à l'exportation progressent de 1,6 points en 2008 contre -6,2 points en 2007. Cette évolution s'explique principalement par la hausse du prix

du coton.

En ce qui concerne les prix à l'importation, ils ont augmenté de 3,3 points en 2008 contre 1,1 point l'année précédente. Ce niveau est imputable à l'augmentation des prix des principaux produits importés sur le marché international.



LE POUVOIR D'ACHAT ET LE REVENU DISPONIBLE

Une forte progression du pouvoir d'achat des ménages malgré une inflation très élevée

En 2008, le revenu disponible brut des ménages augmente fortement de 21,6% par rapport au niveau atteint l'année précédente. Cette évolution résulte principalement de la hausse des transferts courants nets des ménages reçus des administrations publiques, des ISBL et du secteur privé pour faire face aux effets de la crise

De plus la rémunération totale des salariés reçue par les ménages augmente de 12,0% en 2008.

En conséquence, le pouvoir d'achat des ménages ressort fortement à la hausse de 10,1% contre 1,8% en 2007, malgré le niveau élevé de l'inflation.

Une progression du taux d'épargne et une baisse du taux d'épargne financière des ménages

Le taux d'épargne des ménages (rapport de l'épargne brute au RDB des ménages) augmente de 3 points par rapport à l'année précédente, en raison de l'augmentation des transferts nets reçus. Cependant, dans l'ensemble, ce taux est jugé fai-

ble en raison du bas niveau de revenus des ménages, et dont la grande partie est consacrée à leur dépense de consommation (soit 90,4% en 2008).

Le taux d'épargne financière des ménages en 2008 (rapport de la capacité de financement au revenu disponible des ménages) est en décélération et s'établit à 2,3% contre 2,9% en 2007. Cette évolution traduit un recul des placements financiers des ménages, et par conséquent une contribution moindre au financement de l'économie.

LA SITUATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS

Baisse continue des taux d'investissement et d'épargne des sociétés non financières

Le taux d'investissement des sociétés non financières subit une baisse progressive depuis 2006 passant de 31,8% pour s'établir à 26,6% en 2008. Cette baisse a surtout été forte en 2008 en raison d'une chute du niveau de la formation brute de capitale fixe qui diminue de 20,6 points. Le taux d'épargne baisse

également et passe de 20,7% en 2007 à 16,3% en 2008 en raison des difficultés rencontrées par le secteur secondaire.

Le taux d'autofinancement passe de 66,8% en 2007 à 61,5% en 2008. Cela est une conséquence de la baisse relevée précédemment du taux d'épargne. Cela traduit ainsi une diminution de l'autonomie des sociétés non financières à se financer elles mêmes.

La rémunération des salariés augmente de 3,0% tandis que la valeur ajoutée des SNF diminue de 7,5% ; ce qui se traduit par une hausse de la part de la charge salariale sur la valeur ajoutée. A l'opposé de la part de la charge salariale sur la valeur ajoutée, le taux de marge baisse de 4,3 points et s'établit à 56,9% en 2008 en relation avec une forte baisse du revenu d'exploitation des sociétés non financières.

Baisse du taux d'épargne et légère hausse de la part de la charge salariale des sociétés financières

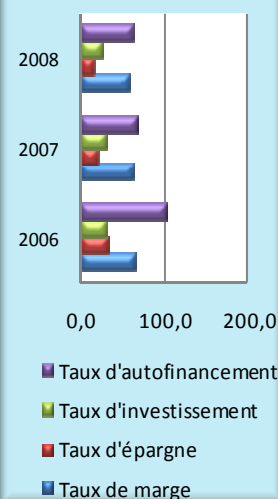
L'année 2008 est marquée par une baisse des taux d'épargne (28,8% en 2008 contre 61,8% en 2007) et d'investissement (23,8% en 2008 contre 32,0% en 2007)

des sociétés financières. Ainsi, leur taux d'autofinancement se détériore et s'établit à 120,7% en 2008 contre 193,2% en 2007. Quoiqu'en baisse, le taux d'autofinancement reste supérieur à 120%, ce qui implique une forte capacité des banques à se financer et à financer

l'économie. A l'instar des sociétés non financières, la part de la charge salariale sur la valeur ajoutée des sociétés financières est en hausse (43,3% en 2007 et 52,0% en 2008) entraînant une baisse de leur taux de marge (55,1% en 2007 et 46,2% en 2008).

« LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES RESSORT FORTEMENT À LA HAUSSE DE 10,1% CONTRE 1,8% EN 2007, MALGRÉ LE NIVEAU ÉLEVÉ DE L'INFLATION. »

Ratios des sociétés non financières



LA SITUATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Une augmentation du besoin de financement et de la dette extérieure des administrations publiques

En 2008, le besoin de financement du secteur institutionnel des administrations publiques s'accroît de 30,5%, en raison d'une augmentation des dépenses publiques (transferts courants notamment) pour faire face aux effets de la vie chère et

des mesures de suspension de perception de certaines taxes sur les produits de grande consommation.

Globalement, le déficit public rapporté au PIB s'établit à 5,0% contre 4,4% en 2007.

Concernant la dette publique, son encours s'inscrit en hausse de 16,0% en 2008.

Cette évolution s'explique

par l'augmentation de 19,9% de la dette extérieure, en relation avec un volume de décaissements plus importants effectués par rapport aux remboursements au cours de la période. Le taux d'endettement demeure stable en 2008 et s'établit à 22,5% comme en 2007.



INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DÉMOGRAPHIE

Avenue Pascal Zagré, Ouaga 2000,
01 BP 374 Ouagadougou

Tél : (+226) 50 37 62 04
(+226) 50 47 80 51

Messagerie : insdbf@yahoo.fr

RETROUVEZ NOUS SUR LE
SITE WEB :

WWW.INSD.BF

GOUVERNER C'EST PRÉVOIR,
PRÉVOIR C'EST CONNAÎTRE,
CONNAÎTRE C'EST MESURER

Directeur Général : Bamory OUATTARA

**Directeur des Statistiques et
des Synthèses Economiques :** Namaro YAGO

**Chef de service des
comptes nationaux :** B. François RAMDE

Rédacteurs : Ibrahima SORY
Pousga Dieudonné SAWADOGO
Issaka NIANGAO
Issa ZERBO
N. Augustin KABORE

Relecteurs : Ezana M. BAYALA (GIZ)
Pascaline OUOBA
David TIENDREBEOGO
Maliki OUEDRAOGO
Edouard TAPSOBA
Yacouba TRAORE
Elysée KABORE
